



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE VAR
236, boulevard du Maréchal Leclerc
83000 TOULON**

**DANS LE CADRE DU PROJET « CLASTER » DU PROGRAMME MARITTIMO INTERREG
POUR LA CCI DU VAR
ACTIVITE 1.3**

**FOURNITURE ET MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION ANTI-BRUIT SUR LES PORTS DE LA
RADE DE TOULON**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

Marché passé en application des articles R.2121-1, R.2123-1-1° et R.2123-5 du code de la commande publique.

Le présent CCTP comprend 3 feuillets numérotés de 1 à 3 et 1 annexe.

ARTICLE 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition et la mise en place d'une solution anti-bruit sur les ports de la Rade de Toulon, dans le cadre de l'activité 1.3 du projet CLASTER du Programme Marittimo Interreg pour la CCI du Var.

Les orientations générales de l'Union Européenne pour les années à venir visent une croissance intelligente et durable. Le programme Interreg Italie-France Maritime, cofinancé par les Fonds Européens de Développement Régional (FEDER) sous l'objectif de Coopération Territoriale Européenne, est un instrument qui permet de travailler dans ce sens.

L'un des projets de ce programme, CLASTER, vise à étudier et réduire le bruit généré par les activités maritimes et portuaires.

C'est dans ce cadre que la CCI du Var, gestionnaire des Ports de Commerce de la Rade de Toulon et partenaire du projet CLASTER, souhaite mettre en place une solution anti-bruit sur le port de Toulon. En effet, plusieurs nuisances sonores liées à l'activité portuaire sont source de désagréments pour le personnel et les riverains. Sur le terminal Toulon Côte d'Azur (TCA), des ferries font escales chaque jour et de nombreux véhicules embarquent à bord des ferries et débarquent sur le terminal du port de Toulon.

Les études menées lors de la précédente programmation dans le cadre des projets TRIPLO et TRIPLO+ ont permis d'identifier et caractériser les sources de bruit principales du port. Avec le projet CLASTER, différentes mesures seront mises en place pour diminuer ces nuisances sonores. La CCI du Var souhaite s'équiper d'une solution anti-bruit sur les quais afin de limiter les nuisances sonores générées par les activités portuaires.

ARTICLE 2 – Prestations attendues

Fourniture d'une solution anti-bruit :

La solution est destinée à atténuer le bruit sur les quais des terminaux portuaires commerciaux, générés le claquement des rampes des navires sur les terre-pleins lors du chargement et déchargement de véhicules.

La CCI du Var souhaite équiper les quais d'un revêtement ou d'une plaque amortissante anti-bruit.

La surface à recouvrir est répartie sur les différentes zones de la manière suivante :

- Zone 1 : quai Fournel, sur TCA : 114 m² à recouvrir
- Zone 2 : quai Corse, sur TCA : 65 m² à recouvrir
- Zone 3 : quai Minerve, sur TCA : 90 m² à recouvrir

Les plans des sites avec le marquage des zones concernées sont fournis en annexe 1.

Tous types de véhicules sont embarqués et débarqués sur ces rampes (deux roues, véhicules légers, utilitaires, poids lourds, semi-remorques).

Les caractéristiques de la solution sont les suivantes :

- Silencieux au roulage
- Une résistance à l'abrasion élevée
- Une résistance mécanique élevée (compression)
- Une résistance contre les UV
- Une résistance contre l'eau, les solutions salines, les huiles de moteur, lubrifiants et carburants
- Une composition durable
- Une durée de vie élevée (10 ans à minima)
- Sans éléments saillants susceptibles d'endommager les pneus ou constituer un obstacle aux piétons
- Antidérapant en cas de pluie ou mouillage
- Couleur sombre (noir ou gris foncé)
- Si l'épaisseur est supérieure à 2cm, prévoir un accès PMR avec un chanfrein à 30° sur les deux extrémités de chaque zone (zone d'embarquement des piétons)
- Une solution démontable/remontable pour faciliter la réfection ultérieure des enrobés serait un plus.

Installation de la solution

La CCI du Var met à disposition du prestataire un chariot élévateur télescopique (chariot Terex 2,6 tonnes) ainsi que son chauffeur.

Le prestataire devra prévoir le matériel nécessaire pour disposer la solution sur le quai (sangles, mousquetons ...), les outils nécessaires pour l'installation, ainsi qu'un groupe électrogène si besoin.

Les travaux de pose /installation seront soumis à l'élaboration préalable d'un plan de prévention.

Les opérations de réception des travaux (pose) sera opérée par la CCI du Var.

ARTICLE 3 – Prestations en tranches

Le marché est composé d'une tranche ferme et une tranche optionnelle :

La tranche ferme concerne la fourniture et mise en place de la solution pour les quais Corse et Fournel du terminal TCA.

La tranche optionnelle concerne la fourniture et mise en place de la solution pour le quai Minerve du terminal TCA.

ARTICLE 4 – Pilotage et réunions

Le prestataire s'engage à aviser la CCI du Var de toute difficulté dans le cadre de sa mission et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution du contrat ne soit pas compromise.

Une (1) réunion de démarrage avec la CCI du Var sera organisée dans les 10 jours de la notification du marché, lors de laquelle sera réalisée la visite de site, pour définir l'emplacement des revêtements et arrêter le calendrier de réalisation.

ARTICLE 5 – Délais de réalisation de la prestation

Compte tenu du calendrier imposé par le programme Interreg Marittimo, l'installation devra être réalisée au plus tard semaine 51.

La mise en place de la solution devra se faire en tenant compte des contraintes liées à l'exploitation des quais. Une planification des travaux sera réalisée avec le responsable du service exploitation des ports.

Les délais de réalisation se décompose ainsi :

Tranche ferme : réalisation des prestations pour les quais Corse et Fournel du terminal TCA - 5 mois maximum à compter de la date d'effet indiquée pour le démarrage des prestations, fixée à la réunion de lancement.

Tranche optionnelle n°1 : réalisation des prestations pour le quai Minerve du terminal TCA - 2 mois maximum à compter de la date d'effet indiquée pour le démarrage des prestations.

La tranche optionnelle pourra être affermi à compter de la notification de la tranche ferme et au plus tard 5 mois après le démarrage de la tranche ferme.

ARTICLE 6 – Livrables

- Le dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage.